La Lettre Jean Monnet

N° 9

JANVIER 2004

Directeur du Pôle Jean Monnet : Philippe Rollet

Directrice de la publication : Florence Huart

Pôle Jean Monnet des Universités de Lille 1 et de Lille 2

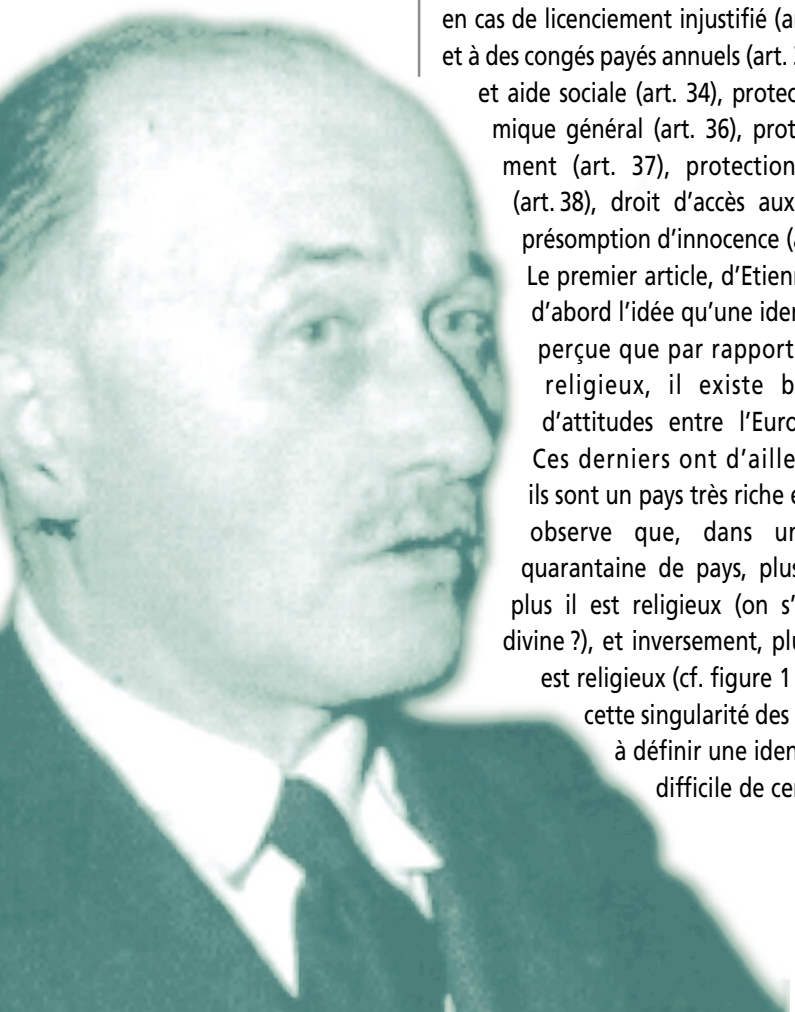
Florence Huart **EDITORIAL**

Les valeurs culturelles européennes

La conclusion de l'éditorial du numéro précédent, consacré aux candidatures de la Pologne et de la Turquie à une adhésion à l'Union européenne (UE), laissait la question d'une identité européenne en suspens (cf. Lettre Jean Monnet No. 8). Existe-t-il une identité européenne ? Ce numéro aborde cette question en rassemblant deux contributions sur les comportements culturels des Européens. Notons au préalable, que cette identité européenne, s'il en est, peut être cernée par des valeurs communes, qui sont énumérées dans le préambule de la Charte des droits fondamentaux de l'UE (incluse dans le Traité de Nice). Ces valeurs communes sont la dignité humaine, la liberté, l'égalité et la solidarité. Elles fondent les droits des citoyens de l'UE (reconnus dans 50 articles de la Charte). On peut en citer quelques-uns : pas de condamnation à la peine de mort (art. 2), interdiction du clonage reproductif des êtres humains (art. 3), interdiction de la torture (art. 4), interdiction de l'esclavage et du travail forcé (art. 5), respect de la vie privée (art. 7), protection des données à caractère personnel (art. 8), liberté de pensée, de conscience et de religion (art. 10), liberté d'expression et d'information (art. 11), liberté syndicale (art. 12), droit à l'éducation (art. 14), liberté d'entreprise (art. 16), droit de propriété (art. 17), droit d'asile (art. 18), égalité en droit (art. 20), non-discrimination (art. 21), diversité culturelle, religieuse et linguistique (art. 22), égalité entre hommes et femmes (art. 23), droit à l'information et à la consultation des travailleurs au sein de l'entreprise (art. 27), droit de grève (art. 28), protection en cas de licenciement injustifié (art. 30), droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des congés payés annuels (art. 31), interdiction du travail des enfants (art. 32), sécurité sociale et aide sociale (art. 34), protection de la santé (art. 35), accès aux services d'intérêt économique général (art. 36), protection de l'environnement (art. 37), protection des consommateurs (art. 38), droit d'accès aux documents (art. 42), présomption d'innocence (art. 48).

Le premier article, d'Etienne FARVAQUE, défend d'abord l'idée qu'une identité européenne n'est perçue que par rapport à l'autre. Sur le plan religieux, il existe bien des différences d'attitudes entre l'Europe et les États-Unis. Ces derniers ont d'ailleurs une singularité : ils sont un pays très riche et très religieux. Or, on observe que, dans un échantillon d'une quarantaine de pays, plus un pays est pauvre, plus il est religieux (on s'en remet à la bonté divine ?), et inversement, plus il est riche, moins il est religieux (cf. figure 1 de l'article). Toutefois, cette singularité des États-Unis ne suffit pas à définir une identité européenne. Il est difficile de cerner une homogénéité

... suite en page 2



SOMMAIRE

Etienne Farvaque,
L'identité de l'Europe : Club chrétien ou Union matérialiste ?
. . . . . .page 2

Arnaud Rys,
Management européen : un patchwork culturel
. . . . . .page 10

Les manifestations du pôle
. . . . . .page 16

...EDITO... suite

des comportements culturels en Europe. Les niveaux de développement économique différents expliquent en partie (à côté du passé religieux) les particularités culturelles régionales au sein de l'Europe. Mais si la convergence des niveaux de développement peut se traduire par une convergence des comportements culturels, l'auteur conclut que l'hétérogénéité culturelle sera plus grande dans l'Union élargie, à tout le moins pendant un certain temps... Enfin, le titre de l'article pose la question d'une Europe entre "club chrétien" et "union matérialiste". L'UE est probablement ni vraiment l'un, ni vraiment l'autre. En effet, dans quelle mesure l'héritage chrétien influence-t-il les comportements des Européens ? Les gouvernements des pays de l'UE – actuels et futurs membres – ne sont-ils pas en désaccord sur l'introduction ou non d'une référence à cet héritage dans le préambule de la future Constitution européenne ? D'autre part, selon des études d'opinion (citées dans l'article), plus le niveau de vie est élevé, plus les individus accordent de l'importance au bien-être et à l'expression de soi – ce qui ne veut pas dire qu'ils sont plus matérialistes (l'individualisme n'implique pas nécessairement le matérialisme).

Cette diversité culturelle européenne se retrouve au niveau des comportements individuels dans l'entreprise. C'est ce que montre l'article d'Arnaud RYS, qui à l'instar de l'article précédent, souligne dès le début que vu de l'extérieur (des pays de l'Amérique, de l'Asie), les pratiques culturelles en Europe apparaissent homogènes, alors que vu de l'intérieur, des différences notables existent. Elles concernent entre autres les perceptions de la nature de l'entreprise (lieu où des individus sont payés pour accomplir des tâches efficacement à l'aide d'équipements ou organisation sociale dont le fonctionnement dépend des interactions individuelles), de la reconnaissance du travail effectué (récompenses individualisées ou non), des attitudes au travail (individualisme, aversion à l'incertitude, caractère masculin).

L'identité de l'Europe : Club chrétien ou Union matérialiste ?

Etienne Farvaque*

L'actualité géopolitique la plus récente a confirmé ce qui était devenu une présomption de plus en plus forte : les vues géostratégiques des deux côtés de l'Atlantique évoluent, et risquent, plus d'une fois, de dresser les États-Unis contre l'Europe unie. On constate ainsi un raidissement de l'attitude américaine vis-à-vis de l'intégration européenne : d'un encouragement adressé à la construction de l'Europe (perçue alors comme rempart contre le bloc de l'Est), les néo-conservateurs américains plaident aujourd'hui en faveur d'une tactique de "désagrégation" de l'Europe.[1]

Ces tendances laissent à penser que ce qui, vu d'Europe, ressemble à une hétérogénéité devient, vu de Washington, un objet clairement identifié. Face à un tel écart de perception, peut-on fournir une objectivation de l'identité européenne ? Autrement dit, les sciences sociales nous permettent-elles aujourd'hui de savoir s'il existe une identité européenne ? Peut-on identifier des valeurs socles qui identifient l'appartenance européenne d'un individu et qui, donc, peuvent créer un sentiment d'appartenance ?

Comme on le montrera, la réponse à cette double question est positive, mais sans forcément pouvoir être totalement rassurante. Nous montrerons en effet que si, vu d'Amérique, l'Europe fait bloc, voire fait sens, la réponse varie quelque peu lorsque la focale change et que l'on effectue un zoom. Cela étant, cette réponse à double détente ne rendra pas moins absurde la définition de l'Europe comme "club chrétien", ainsi que l'avait qualifiée Valéry Giscard d'Estaing.

La réalité est bien plus complexe, heureusement, que les dictats des hommes politiques ne la font parfois apparaître. Comme le souligne d'ailleurs Nicole Dewandre (2002, p. 104), "la production d'une espèce d'identité européenne ne se fait pas sur un mode volontaire et réfléchi. Elle est la résurgence des dynamiques de reproduction/transformation des identités nationales" [2]

La réflexion sera développée en trois parties : la première cherchera à savoir s'il existe quelque chose que l'on pourrait appeler une identité européenne par rapport aux autres, et notamment par rapport à cet autre qu'est "l'hyperpuissance" américaine, selon la formule de Henri Emmanuelli. La deuxième effectuera un zoom et se concentrera sur les différences existant à l'intérieur de l'Europe, entre pays européens. La dernière tentera de voir si des rapprochements se font sentir (remarque : cela suppose que l'on a pu identifier des divergences...) entre pays européens, notamment depuis l'accélération de l'Histoire qui a suivi la chute du Mur de Berlin (fin du "court 20e siècle" pour Hobschawn), puis l'émergence de la monnaie unique. On terminera sur une note prospective sur l'impact de l'élargissement, et sur la question turque, telle que l'avait soulevée la référence à un "club chrétien".

* MEDEE, Université de Lille 1, Faculté des Sciences Économiques et Sociales, 59655 Villeneuve d'Ascq Cedex, France. E-mail : Etienne.Farvaque@univ-lille1.fr.

Ce texte est issu d'une conférence au Centre Culturel Vauban (mars 2003), suite à une invitation faite par Paul Guérin. Je remercie Florence Huart pour ses conseils et remarques, mais reste responsable des propos tenus et erreurs qui subsisteraient.

[1] Cf. **The Economist**, 26 avril 2003.

[2] On ne peut qu'inviter à lire l'étonnant essai de cette auteure, qui permet de décrypter l'attitude a-prioriste de certains décideurs politiques, qui fonctionnent sur ce thème de la même manière que sur des sujets beaucoup plus terre à terre.

- 1 -
L'Europe au regard de l'autre

On s'interrogera ici sur les valeurs qui différencient l'Europe des États-Unis. Comme on le verra, les opinions des deux côtés de l'Atlantique tendent à diverger, ce qui peut faire apparaître une communauté de valeurs européennes, mais qui force aussi à s'interroger sur l'origine d'un tel bouleversement. Le modèle culturel et religieux sous-jacent devra alors être exploré.

Les valeurs : l'Atlantique s'élargit... [3] [4]

"Nous partageons des valeurs communes : les valeurs communes de la liberté, des droits de l'Homme, et de la démocratie."

George W. Bush, discours du 21 novembre 2002, République tchèque

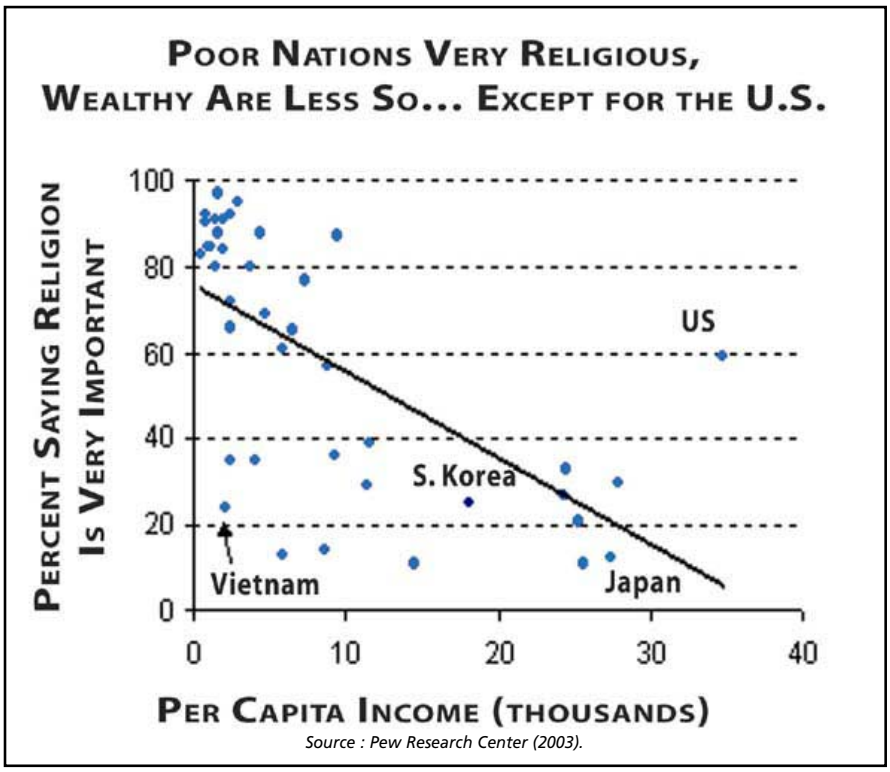
"Il est temps de cesser de prétendre que les Européens et les Américains partagent une vision commune du monde… Les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus."

Robert Kagan, Fondation Carnegie.

Peut-on "objectiver" quelque peu ces discours ? Pour les infirmer ou les affirmer, des études d'opinion récentes peuvent être utilisées. Le Pew Research Center mène ainsi des études sur les "attitudes nationales" dont la dernière livraison porte sur 44 pays. Elle tend à conforter, au moins en apparence, la vision de G. Bush : plus de 60 % des Européens déclarent avoir une vision favorable des États-Unis.[5] Le bémol vient de ce que ce soutien tend à diminuer dans le temps, sauf en France, qui était le pays avec le moindre sentiment exprimé initialement.[6] Cela étant, il faut également noter que les Américains recueillent un assentiment plus large que l'Amérique elle-même (ses valeurs et ses politiques) : entre la moitié (en Grande-Bretagne) et les trois-quarts (en France) des Européens portent un jugement négatif sur l'expansion du "modèle" américain.

L'impression qui se dégage de ces quelques données, malgré leur caractère parcellaire, tend à confirmer l'idée d'une communauté de valeurs européennes, distincte des valeurs américaines (en tout cas du "modèle" politique et de civilisation américain). Le Pew Research Center nous fournit peut-être une indication quant à l'origine de ces écarts d'opinion entre les deux côtés de l'Atlantique : 59% des Américains déclarent que la religion joue un rôle important dans leur vie. C'est deux fois plus que dans les autres pays occidentaux, et cette donnée rapproche les États-Unis des pays en développement, comme le montre la figure 1. [7]

Figure 1. Religion et richesse par habitant : l'exception américaine



Source : Pew Research Center (2003).

Le trait culturel qui tendrait à différencier les deux côtés de l'Atlantique serait-il religieux ? Nous explorons maintenant cette voie de façon plus détaillée.

[3] *Notons que ce qui suit ne concerne que les États-Unis, le Canada se rapprochant par certains traits de l'Europe.*

[4] *Les études citées sont disponibles en ligne : http://people-press.org/. Ce paragraphe s'appuie également sur la présentation de **The Economist** (2003), dont il reprend notamment l'attaque.*

[5] *61% des Allemands, 63% des Français, et 75% des Britanniques.*

[6] *Les développements de la guerre en Irak ont fait évoluer ces tendances, plutôt à la baisse.*

[7] *Les raisons historiques sous-jacentes ne seront pas abordées, débordant le cadre de ce texte. Ainsi, on pourrait explorer le poids des guerres de religion pour expliquer la défiance européenne.*

… suite en page 4

Une courbe de Kuznets des pratiques religieuses ?

C'est en 1955 que l'économiste américain Simon Kuznets a analysé le lien entre inégalités et revenu, montrant que les inégalités, d'abord faibles, croissaient avec le niveau de développement, jusqu'à un certain seuil où elles commençaient à diminuer. L'image d'une courbe en U inversé a été depuis reprise et étendue.

Il semble que cette figure puisse ici être adaptée : plus le niveau de développement augmente, plus la sécularisation croît, jusqu'au point où la religion prend à nouveau une place importante dans les valeurs auxquelles les individus sont attachés.

La figure 1 nous entraîne vers cette interprétation, ce que confirment les travaux récents en sociologie des religions (cf. Hervieu-Léger, 2002). L'image d'une Europe sécularisée (thèse de "l'eurosecularity") est désormais bien établie : 98% des Américains déclarent croire en Dieu, contre 69% des Européens, et 57% des Français. Le modèle dominant reste celui d'une forme de religiosité (les athées déclarés ne représentent que 5% des Européens, 14% des Français, contre 1% aux États-Unis), mais l'Europe se distingue par la faible pratique de ceux qui déclarent croire. On résume désormais souvent la forme de religiosité pratiquée par les Européens par la formule suivante : "believing without belonging".

Ce qui ne veut pas dire que les valeurs historiquement véhiculées par les religions aient disparu. Elles forment un substrat culturel dont on ne se départit pas si aisément. Si dans sa pratique religieuse, l'Européen peut "croire sans appartenir", ses jugements de valeur sont clairement empreints d'une histoire. Hervieu-Léger (2002, p. 12) inverse ainsi la formule précédente en un "belonging without believing" : l'individualisme généralisé s'accomplit dans un contexte patrimonial chargé de religion, ou plutôt de religions.

Le pluriel s'impose en effet, les sociétés européennes reflétant de facto une histoire religieuse propre à chacune. Chaque Église a ainsi imprégné la culture du pays dans lequel elle a dominé. Les traces de catholicisme sont ainsi prégnantes dans le débat politique français. Qu'il s'agisse de savoir si la recherche sur le clonage humain doit être autorisée ou si la télévision engendre la violence, la parole de l'Église sera attendue, et son intervention ne sera jamais jugée choquante. De même, lors des célébrations nationales, l'attention se tourne naturellement vers Notre-Dame, plutôt que vers le Panthéon ou la cour de l'Élysée. C'est donc un paradoxe apparent, mais apparent seulement, que des sociétés dans lesquelles la possibilité d'une pensée a-dogmatique existe - et est protégée -, soient en même temps aussi empreintes de religieux (et non plus de religion).

Un autre trait frappant qui tend à accréditer l'idée d'une identité européenne différenciée de celle des États-Unis est celui des conséquences de l'immigration sur le modèle religieux des sociétés d'accueil. Il semble en effet que l'immigration sur le sol américain renforce la religiosité du peuple américain, alors que les diasporas présentes sur le sol européen se caractérisent plus par ***"des adaptations, des transactions, des compromis entre leurs cultures d'origine et les cultures des pays hôtes dans lesquels [elles] se trouvent immergé[e]s"*** *(Azria, 2002, p. 69). Le schéma est donc plus complexe que l'assimilation parfois prônée.*

Si le monde se créolise, selon la formule d'Edouard Glissant, il le fait en prenant le chemin de l'Église, ou au contraire en s'en éloignant, la seconde voie caractérisant plutôt l'Europe. Le processus d'intégration économique en cours depuis les années cinquante semble non neutre à cet égard, puisque, comme le remarque Willaime (2002, p. 89), ***"les Européens sont devenus moins sensibles aux différenciations confessionnelles"****. Les traits religieux s'effacent peu à peu, l'Europe étant désormais* ***"trop pluraliste pour s'identifier à un monothéisme"*** *(Mény, 2002), seules submergent en fait les valeurs communes (historiquement) portées par les religions (cf.* ***supra****).*[8]
Ainsi, il semble bien que l'on puisse caractériser une identité européenne, notamment en la contrastant avec les valeurs revendiquées par les Américains. Ce premier constat demande cependant à être précisé, en descendant d'un niveau : l'identité européenne admet-elle des variations régionales ?

- 2 -
Une Europe, des identités européennes ?

Si l'identité européenne que nous cherchons à cerner repose fondamentalement sur des valeurs, éthiques notamment, dont les racines religieuses sont profondes, cela implique que cette identité risque d'admettre des variations, des déclinaisons, à l'intérieur de l'Europe. Il est probable que l'identité européenne que l'on cherche ici à cerner soit conditionnée par les inégalités économiques entre pays et régions d'Europe, mais sans doute l'analyse des origines de ces inégalités relève-t-elle de la théorie de la croissance et de ses développements récents (convergence, rattrapage), domaines qui sortent de notre cadre de réflexion.[9]

En ce qui nous concerne, nous nous concentrerons sur les aspects culturels. Les histoires religieuses et politiques étant différentes, même si un socle

[8] *Ce processus, analysé ici au niveau individuel, n'est pas incompatible avec une rigidification des attitudes des autorités religieuses, mais ce point dépasse l'objet de ce papier (cf. Willaime, 2002).*

[9] *Sur ce point, le lecteur intéressé trouvera à se documenter via, par exemple et entre autres, les lectures suivantes : Boldrin et Canova (2001), Desurmont et Docquier (2002).*

commun a pu émerger, et même si nos partenaires étrangers identifient l'Europe comme une entité globale, il est probable que l'identité européenne soit en fait multiple, ou en tout cas qu'elle connaisse des variantes dès lors que l'on passe le continent à la loupe.

Cela étant, il n'y a pas forcément plus de raison que ces variantes respectent les frontières nationales et probablement Beugelsdijk et van Schaik (2002) ont-ils raison de mettre en avant un découpage régional lorsqu'ils tentent de cerner et d'expliquer les différences culturelles en Europe.

Nous suivrons ici leur méthode, que nous commençons par détailler avant d'en analyser les résultats.

Les dimensions culturelles : modernisation et valeurs traditionnelles

Nous avons laissé implicite jusqu'à présent la théorie sous-jacente aux analyses précédentes. Il est probablement temps de l'expliciter. Ainsi, les "valeurs" auxquelles nous avons fait référence se définissent en une catégorie large, ***"une tendance large à préférer certains états à d'autres"****.*[10]

À partir de cette définition, on peut établir un lien entre les évolutions économiques et les valeurs, les dimensions culturelles des individus. C'est précisément ce que réalise Inglehart, qui met en relation les valeurs et le niveau de développement économique (pour une version récente de sa théorie, voir Welzel, Inglehart et Klingemann, 2003 et le site World Values Survey de l'Université du Michigan : http://wvs.isr.umich.edu/).

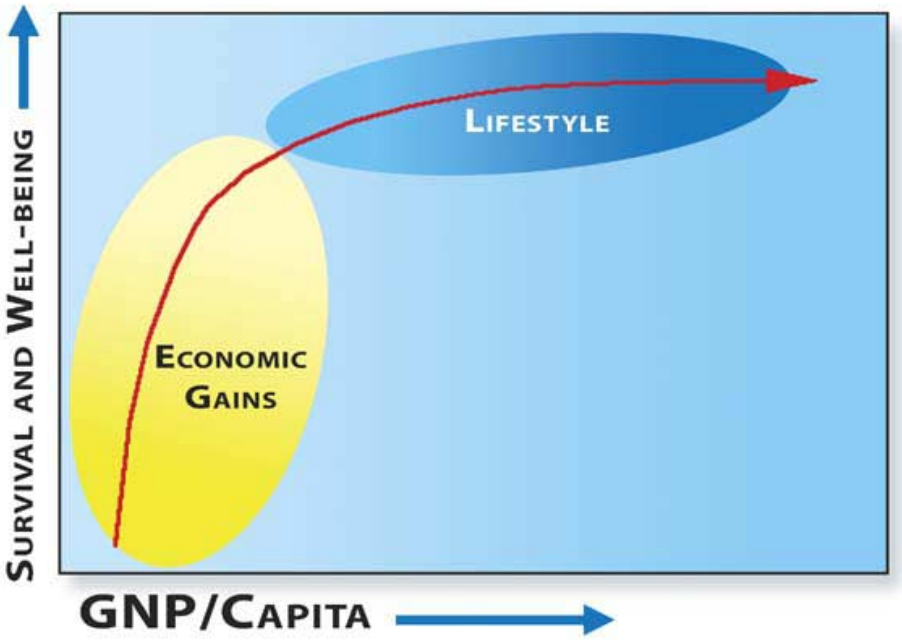
La thèse défendue est que le développement économique a des conséquences économiques, certes, mais également politiques et culturelles. En ce sens, le développement économique propulse les sociétés sur des trajectoires culturelles parallèles (la perte des valeurs traditionnelles au profit de valeurs mettant en avant la rationalité et la tolérance), mais différentes (il existe un degré d'hystérésis, de dépendance par rapport à l'histoire culturelle et religieuse).

Ces trajectoires culturelles, représentées à la figure 2, Welzel et al. (2003) les identifient, après moult essais, selon deux dimensions :

- Tradition versus Rationalité : les individus proches des valeurs traditionnelles rejettent le divorce, mettent en avant Dieu, l'autorité, la fierté nationale, et discutent peu de politique.

- Survie versus Expression : l'accent est ici mis sur les priorités relatives accordées à la sécurité économique et physique par rapport à l'expression de soi et à la qualité de vie. Comme le montre la figure 2, plus le niveau de vie est élevé, plus on accorde d'importance à l'expression de soi.

Figure 2. Le lien entre développement économique et valeurs culturelles



Source: R Inelhart, 1997

Une description plus précise de l'évaluation de ces dimensions est fournie au tableau 1. Les données de sondage utilisées pour évaluer les dimensions sont celles de l'European Value Studies, disponibles pour 8 pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni) en 1990 et 1999. Les données sont régionalisées au niveau NUTS1, soit au total 55 régions.

Tableau 1. Les dimensions culturelles

TRADITION VERSUS RATIONALITÉ
L'importance de Dieu dans la vie du répondant
Le sens de la fierté nationale
Le respect de l'autorité
Le divorce n'est pas justifiable
Le répondant discute rarement de sujets politiques
SURVIE VERSUS EXPRESSION
Le répondant donne la priorité à la sécurité économique et physique plutôt qu'à l'expression de soi et la qualité de vie
Le répondant se décrit comme pas très heureux
Le répondant se déclare peu satisfait de la vie
L'homosexualité n'est pas justifiable
Le répondant accorde difficilement sa confiance à autrui

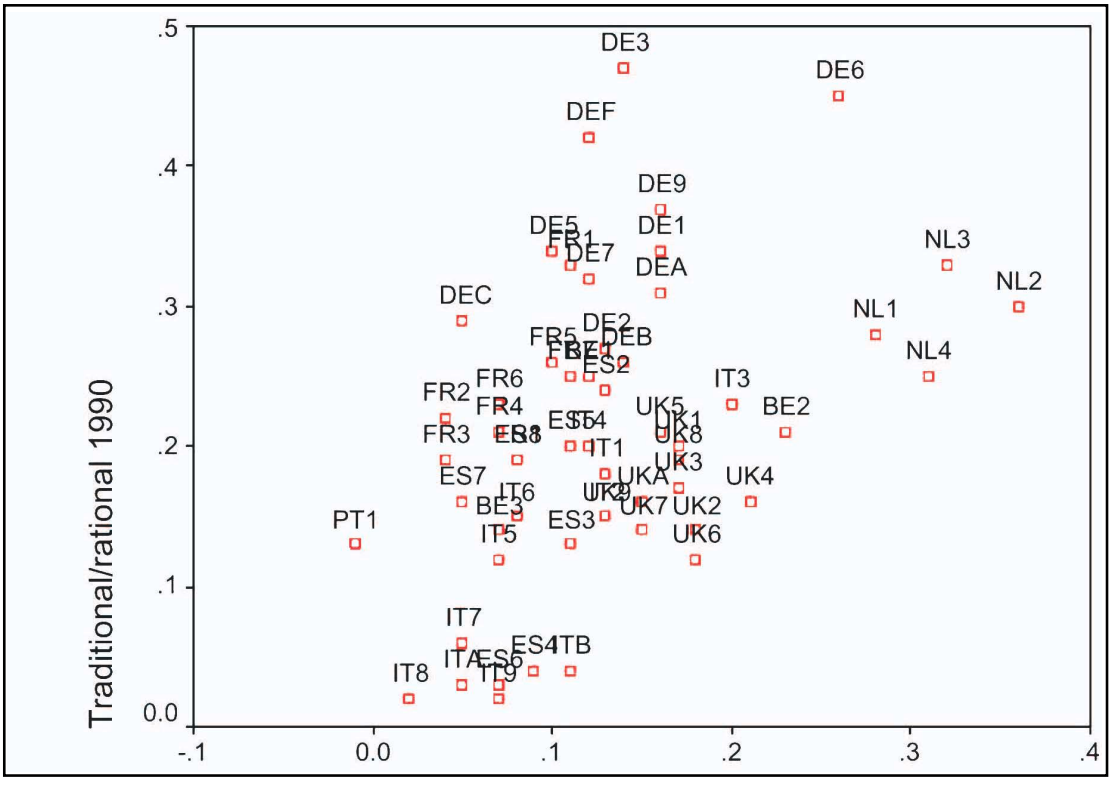
[10] *Hofstede (2001, p. 5), ce qui renvoie également à une définition de la culture comme* ***"un schéma historiquement transmis de significations incarnées dans des symboles, un système de conceptions héritées exprimées en formes symboliques par les moyens desquelles les hommes communiquent, perpétuent, et développent leur propre connaissance à propos de et leurs attitudes envers la vie"*** *(Geertz, 1973, p. 89), tous deux cités in Beugelsdijk et van Schaik (2002).*

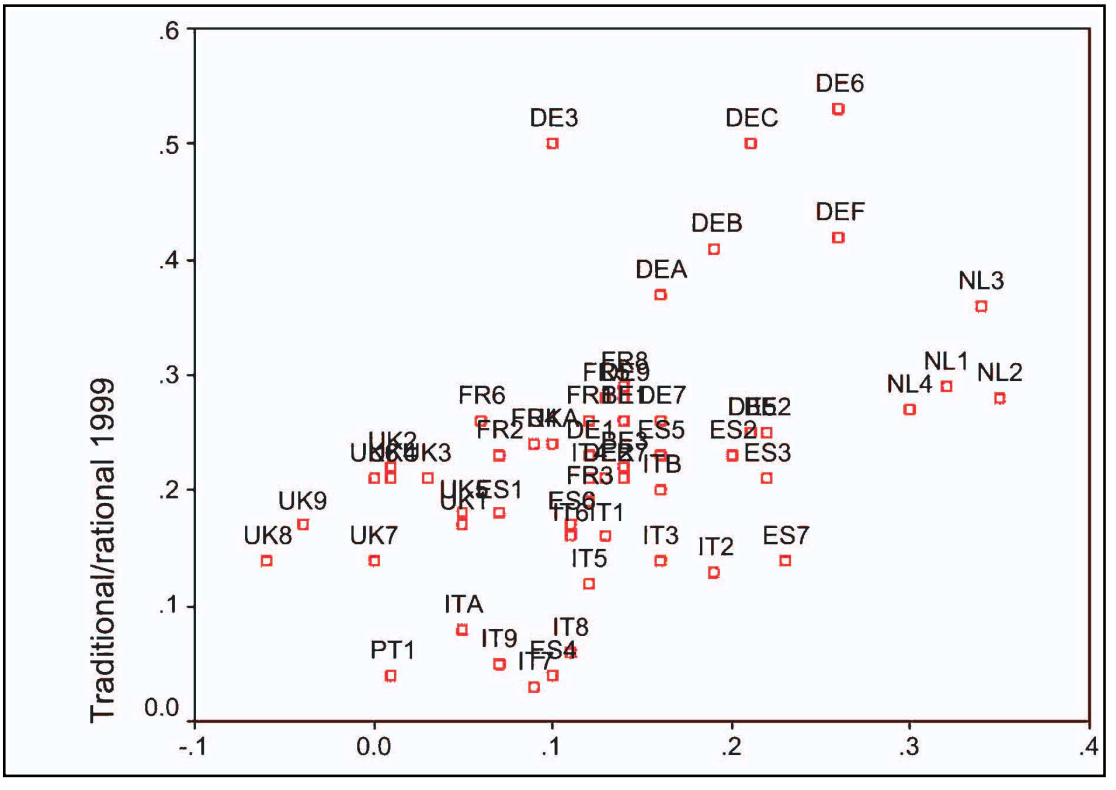
... suite en page 6

Le cas européen : rationalité et qualité de vie

L'exercice, dont les résultats sont résumés par les figures 3 et 4, révèle des différences importantes entre régions européennes. On montre ainsi que les pays du Nord de l'Europe réalisent des scores plus élevés que les autres, et ce sur les deux dimensions. Ici, on constate également que l'Allemagne réalise un score plus élevé sur la dimension Tradition versus Rationalité, alors que les Pays-Bas ont un score élevé sur l'autre dimension. On constate cependant une similitude dans les trajectoires suivies : la comparaison des figures 3 et 4 fait apparaître un schéma général conforme à la théorie : les valeurs se déplacent vers le Nord-est,

Figures 3 et 4. Les dimensions culturelles des régions européennes, 1990 et 1999.





ce qui veut dire que les régions étudiées adoptent des valeurs de plus en plus rationnelles et valorisent de plus en plus la qualité de la vie. Si le nuage de points se déplace, il reste à expliquer pourquoi les différences entre régions tendent à subsister plutôt qu'à se réduire.

Le cas européen : pourquoi des différences entre pays / régions ?

La théorie sous-jacente relie développement économique et valeurs. Beugelsdijk et van Schaik (2002) testent économétriquement le lien entre ces deux types de variables. Ils montrent que le niveau de PIB par habitant (donc la richesse, donc ici le niveau de développement) est un déterminant important des valeurs des Européens.

Leurs résultats montrent également que l'histoire religieuse importe : le fait d'avoir connu une domination de la religion protestante plutôt que catholique influence positivement les valeurs. Cela étant, lorsque l'on contrôle pour les institutions nationales, cet effet disparaît, ce qui tend à montrer que les sociétés européennes sont bel et bien sécularisées. En effet, l'analyse statistique indique que les caractéristiques nationales en termes d'institutions politiques et économiques prévalent désormais sur l'influence de l'histoire religieuse. Les traditions religieuses ont influencé les sociétés européennes, mais l'impact transite désormais plus par les institutions (ce qui implique d'ailleurs que les individus sans attache religieuse sont désormais également influencés par l'histoire religieuse de la société dans laquelle ils vivent).

Le développement économique influence donc bien les valeurs, mais il existe une dépendance historique, des influences persistantes, un héritage culturel qui conduisent les sociétés européennes à se rapprocher en termes de valeurs, mais selon des trajectoires différentes.

La question est maintenant de savoir si ces différences vont avoir tendance à s'estomper. En d'autres termes : s'il existe aujourd'hui des différences d'identité entre pays européens, mais que ces différences sont suffisamment faibles pour que l'Europe perçue de l'extérieur puisse apparaître comme relativement homogène, qu'en sera-t-il demain ? Nous tournons maintenant notre attention vers cette question.

- 3 -
Effondrement soviétique, monnaie unique et élargissement : facteurs de convergences ?

Cette partie étant plus prospective, elle sera également conclusive. Il s'agit ici de savoir si les "chocs" qui ont frappé l'Europe, et plus précisément les opinions européennes, ont renforcé la proximité des attitudes socioculturelles ou ont, au contraire, amorcé un processus de repli sur les identités nationales.

Un mur s'effondre, des barrières culturelles tombent

Les estimations statistiques font en fait apparaître une évolution des valeurs sur la période étudiée (1990-1999) beaucoup plus rapide que ne le prédit la théorie. Ce qui laisse penser que des chocs ont affecté le processus sous-jacent à l'évolution des valeurs (cf. Beugelsdijk et van Schaik, 2002, pp. 18-21). Ces chocs doivent dès lors être identifiés.

Une fois n'est pas coutume, il y a ici pléthore de coupables. Rappelons que la fin du 20e siècle aura été marquée par trois chocs majeurs pour l'Europe : il s'agit, successivement, de la chute du mur de Berlin, de l'émergence de la monnaie unique européenne, et de la perspective de l'élargissement.[11] Que peut-on dire de l'influence de ces chocs sur l'homogénéité de valeurs en Europe ?

En ce qui concerne la chute du mur de Berlin et, au-delà, l'effondrement du bloc soviétique et la perspective de l'élargissement, cet événement historique a rapidement été analysé comme impliquant une forme de "fin de l'Histoire", selon l'expression de Fukuyama. En d'autres termes, la généralisation de la société de marché et du principe démocratique à l'ensemble du continent semble avoir eu un effet important sur les valeurs des Européens, et aurait eu un effet renforçant sur les valeurs liées à la modernisation, au détriment des liens hérités de la Tradition.

On peut penser que l'engagement des membres de l'Union européenne vers l'Euro a également renforcé le sentiment d'appartenance à une communauté de destin. L'avenir étant envisagé désormais en commun, on relève un certain optimisme dans les sondages d'opinion de la période, optimisme à propos d'un sujet politique clairement relié aux valeurs de la modernité (rationalité plutôt que tradition, cf. tableau 1).

Enfin, sur la même période, les discours sur la "Nouvelle Économie" et l'exubérance régnant sur les marchés financiers ont pu dans une certaine mesure contribuer à l'euphorie ambiante, les perspectives de fin des cycles économiques (et donc de fin des récessions) favorisant les valeurs opposées aux dimensions traditionnelles de la culture des Européens. La fin simultanée dans les pays européens de cette ère nouvelle (assez courte au final…) pourrait renforcer encore le sentiment de communauté de destin.

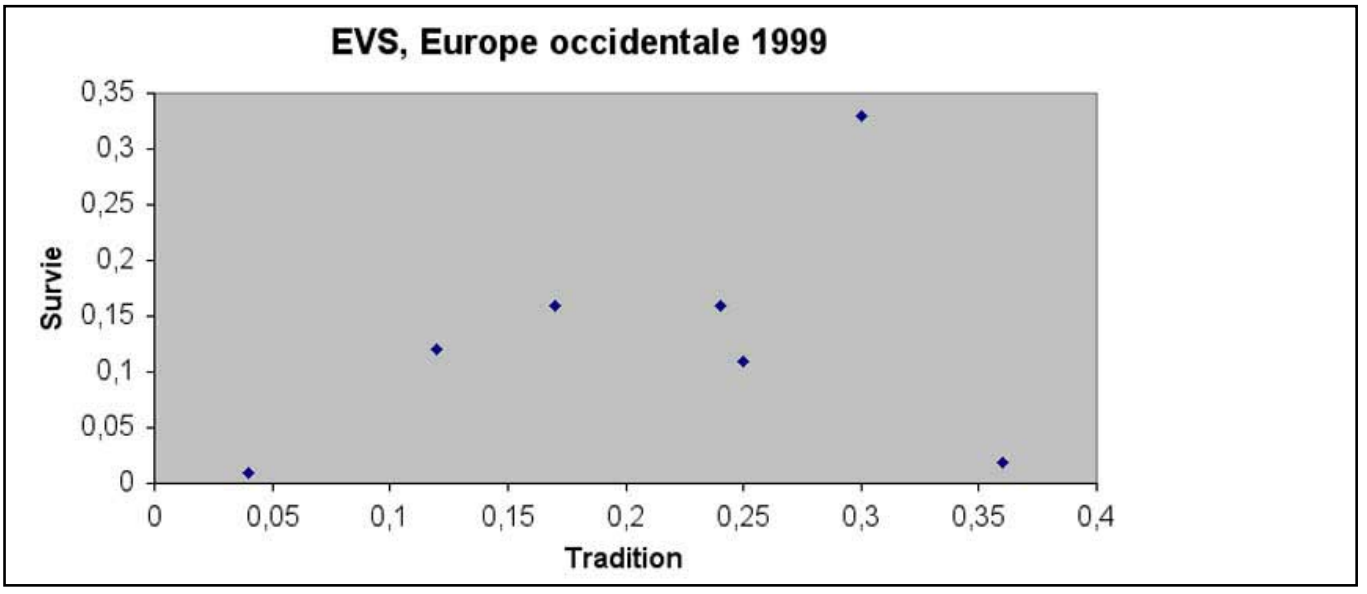
La fin des différences culturelles ?

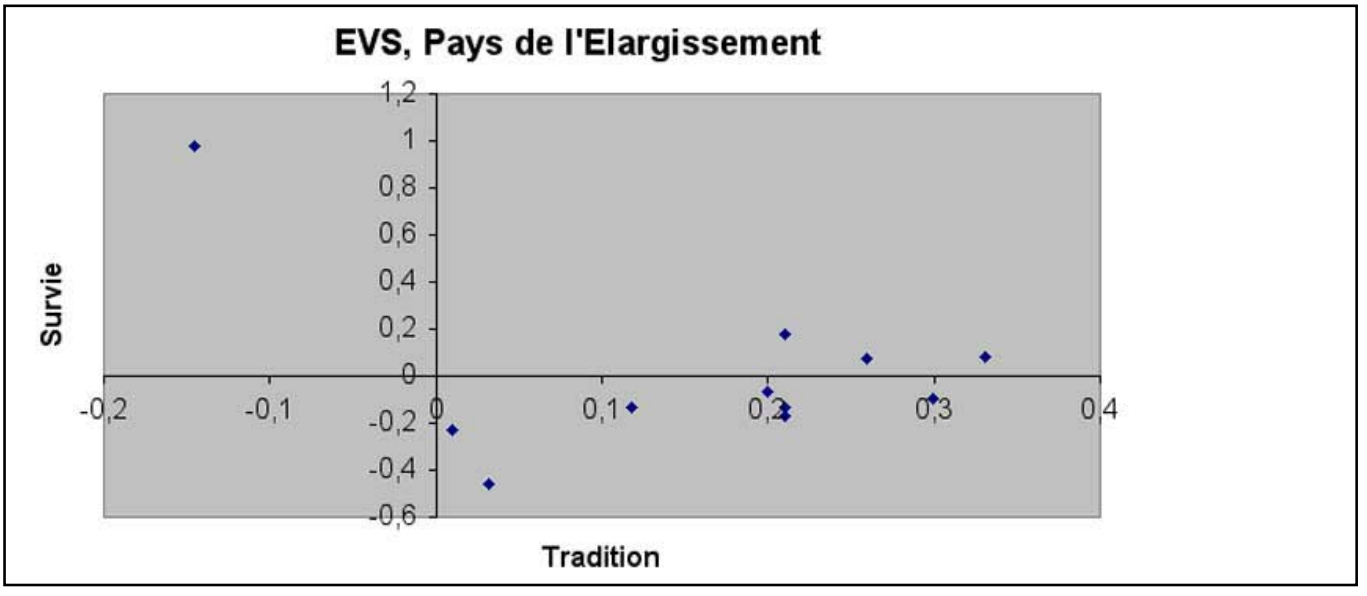
Étant donné les écarts actuels de développement économique entre régions / pays d'Europe, les écarts culturels sont probablement appelés à perdurer. La période récente est probablement exceptionnelle à plus d'un point de vue, et la convergence des valeurs constatée sur la période 1990-99 est probablement

[11] Rappelons que, quelle que soit la définition du 20e siècle retenue, chronologique ou à la Hobschauwn (soit 1914-1989), les trois chocs cités appartiennent bien à cette période, la perspective de l'élargissement ayant été ouverte (ou réclamée) dès 1989.

… suite en page 8

Figure 5. Conséquences de l'élargissement sur l'identité des valeurs en Europe





plus rapide que ce que l'on peut attendre à l'avenir.

Qu'en sera-t-il alors une fois l'élargissement de l'Union européenne réalisé ? A partir des données de Beugelsdijk et van Schaik (2002), la figure 5 compare les résultats pour les pays européens membres et pour les candidats.

Il est assez apparent que la vision d'une Europe unie, réconciliée et défendant une identité reposant sur des valeurs communes n'est pas encore d'actualité. Les divergences de valeur sont très importantes, et même si les pays connaissaient, une fois membres, une accélération importante de leur croissance économique (suite à un effet de rattrapage, cf. Desurmont et Docquier, 2002), l'écart est tel qu'il mettrait plus de 50 ans à se combler.

Les différences sont même probablement trop importantes pour que l'image d'une identité relativement homogène vis-à-vis de l'extérieur puisse encore faire illusion. L'Europe n'est plus une identité homogène, ce qu'elle n'a jamais été d'ailleurs, mais son hétérogénéité culturelle grandira fortement suite à l'élargissement.

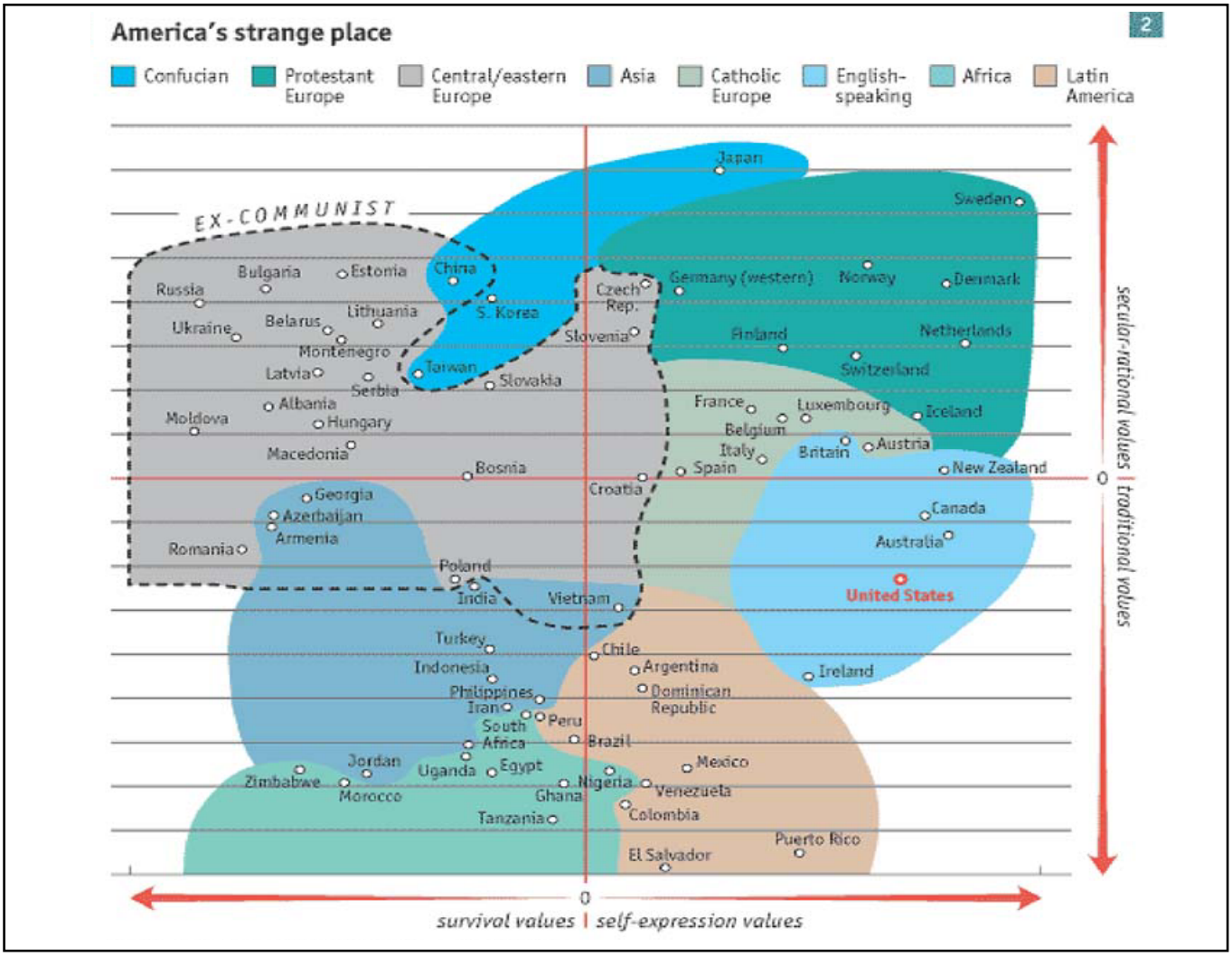
Il reste alors à espérer que l'élargissement de la zone Euro puisse provoquer un choc culturel important sur les sociétés des pays actuellement candidats à l'élargissement de l'Union européenne pour que la convergence s'accélère… Si l'Euro pouvait être vecteur d'identité européenne, pour reprendre l'expression de Gilbert Koenig (2002), le pari de l'intégration aurait été accompli, au-delà même probablement des vœux de ses fondateurs. La monnaie jouerait alors parfaitement son rôle de fondement du lien social. [12]

[12] *Point relevé - avec raison - par Florence Huart.*

Un mot encore à propos d'un candidat déclaré : la Turquie. En termes de valeurs, elle se situerait certes loin des pays d'Europe Occidentale, mais elle ne se trouve pas si éloignée de certains pays d'Europe Centrale et Orientale. La figure 6 montre même que, en fait, elle se situerait à peu près au niveau de la Pologne, soit bien avant la Roumanie.

Sa demande d'adhésion n'est donc pas aussi fantaisiste que celle des autonomistes siciliens réclamant leur absorption au sein des États-Unis (cf. Mény, 2002)… On peut même penser qu'une telle adhésion constituerait aujourd'hui un signal fort d'ouverture de l'Europe. Ouverture vis-à-vis de l'extérieur, d'abord, l'Europe apparaissant moins comme une citadelle assiégée. Ouverture en interne également. N'oublions pas en effet que l'Islam constitue aujourd'hui, dans certains pays européens (et non des moindres), la seconde religion (la première en termes de pratique ?). Le "club chrétien" est le reflet d'une vision décidément bien figée, pour ne pas dire passéiste, de l'Europe.

Figure 6. Une Union élargie pas si matérialiste…



Références bibliographiques

Azria R. (2002), *"Le fait diasporique : une autre façon de penser l'Europe, une autre façon de penser le politique", in La Documentation Française,* ***Croyances religieuses, morales et éthiques dans le processus de construction européenne,*** *67-76.*

Beugelsdijk S., van Schaik T. (2002), *"Toward a unified Europe? Explaining cultural differences by economic development, cultural heritage and historical shocks", CentER, Discussion Paper, No. 2002-103, November.*

Boldrin M., Canova F. (2001), *"Europe's regions: income disparities and regional policies",* ***Economic Policy,*** *206-253.*

Desurmont A., Docquier F. (2002), *"Europe des États ou Europe des régions", in E. Farvaque et G. Lagadec (sous la direction de),* ***Intégration économique européenne,*** *De Boeck, 247-270.*

Dewandre N. (2002), ***Critique de la raison administrative – Pour une Europe ironiste,*** *Seuil, coll. L'ordre Philosophique.*

Hervieu-Léger D. (2002), *"Les tendances du religieux en Europe", in La Documentation Française,* ***Croyances religieuses, morales et éthiques dans le processus de construction européenne,*** *9-22.*

Koenig G., sous la direction de (2002), ***L'euro, vecteur d'identité européenne,*** *Presses Universitaires de Stasbourg, Observatoire des Politiques Économiques en Europe.*

Mény Y. (2002), *"L'Europe, Dieu et les Turcs",* ***Le Monde,*** *14 novembre.*

Pew Research Center for the People and the Press (2002), *"How global publics view: their lives, their countries, the world, America", The Pew Global Attitudes Project,* ***http://www.people-press.org.***

The Economist (2003), *"American values : Living with a superpower", January 2.*

The Economist (2003), *"Divide and rule?", Avril 26.*

Welzel Ch., Inglehart R., Klingemann H.-D. (2003), *"Human develoment as a theory of social change: A cross-cultural perspective",* ***http://wvs.isr.umich.edu/.***

Willaime J.-C. (2002), *"Les formes de coopération des organisations et acteurs religieux en Europe entre oecuménisme et quêtes identitaires", in La Documentation Française,* ***Croyances religieuses, morales et éthiques dans le processus de construction européenne,*** *83-102.*

Management européen : un patchwork culturel

Arnaud Rys*

La notion de culture prend une place grandissante dans les approches managériales des entreprises. Ceci est la conséquence d'une globalisation croissante des échanges et des vagues de fusions-acquisitions qui se sont dernièrement produites. Très souvent, on insiste sur les différences qui se font jour entre les cultures asiatiques, américaines (Nord et Sud) et européennes. Les analyses soulignant la diversité culturelle européenne sont souvent considérées comme peu importantes comparées à celles qui rapportent les différences culturelles entre l'Asie et les USA. En effet, du point de vue des Américains ou des Asiatiques, la culture managériale européenne forme un tout relativement homogène. Pourtant cette diversité est bien réelle et pose souvent des problèmes importants au management des entreprises.

- 1 - Les différentes approches

Les définitions de la culture ne seront pas présentées de manière exhaustive. Celle des anthropologues américains Kroeber et Kluckhohn (1952) est la plus souvent utilisée dans la littérature du management interculturel :

"Culture consists of patterns, explicit and implicit of and for behaviour acquired and transmitted by symbols, constituting the distinctive achievements of human groups, including their embodiments in artefacts: the essential core of culture consists of traditional (i.e., historically derived and selected) ideas and especially their attached values; culture systems may, on the hand, be considered as products of action; on the other, as conditioning elements of future action."[1]

Les principaux auteurs de cette littérature analysent les conséquences des pratiques culturelles dans le management des équipes.[2] *Quoique distinctes, leurs approches permettent de mettre en lumière des régularités de comportements dans les pays étudiés. Ainsi, pour Geert Hofstede, la culture formate les comportements des individus comme un programme de l'esprit (Software of the Mind), et les notions d'individualisme, de distance au pouvoir, de masculinité et de féminité et d'incertitude sont les clés de compréhension des différences culturelles à l'œuvre dans les entreprises. André Laurent se penche, lui, sur les relations entre les organisations et les relations au pouvoir. Pour Charles Hampden–Turner et Fons Trompenaars, les différences culturelles peuvent être analysées à partir des notions d'universalisme, de particularisme, de collectivisme, d'individualisme, de neutralité émotionnelle, de statut mérité ou octroyé. Leur analyse relève plus du management international des entreprises que de l'approche anthropologique. Pour l'anthropologue américain Edward T. Hall, les notions de contexte et de temps sont essentielles à l'interprétation des différences culturelles. Certaines cultures ont des contextes forts et des messages implicites, d'autres des contextes faibles et des messages explicites. Ainsi le "non" occidental est-il quasiment absent du vocabulaire japonais (K. Ueda, 1974). Si les Anglo-saxons utilisent le message explicite, les Asiatiques et les Latins ont plutôt recours aux messages implicites. Chaque culture, chaque nation est donc spécifiée par son type de communication.*

- 2 - Les groupes culturels européens

En croisant les résultats des analyses réalisées par Hofstede, Laurent, Hampden-Turner et Trompenaars, nous constatons la grande diversité des cultures des pays membres de l'Union européenne (UE) et, au-delà de l'ensemble des pays européens. De ce seul point de vue, les relations infra-européennes sont aussi différentes que celles que les Européens peuvent avoir avec les États-Unis, voire l'Asie.[3]

* Université de Lille 1, Faculté des Sciences Économiques et Sociales.

[1] " La culture consiste en modèles, explicites et implicites, des comportements acquis et transmis par symboles, constituant l'œuvre distinctive des groupes humains, incluant leurs incarnations en artefacts : le noyau essentiel de la culture se compose d'idées traditionnelles (i.e. historiquement sélectionnées et dérivées) et spécialement les valeurs y afférant ; les systèmes culturels peuvent, d'un coté être considérés comme les produits de l'action ; de l'autre, comme éléments conditionnant l'action future. " (traduction libre)

[2] Nous faisons référence à G. Hofstede (1983, 2001), A. Laurent (1983), C. Hampden-Turner et F. Trompenaars (2000), E. T. Hall (1971, 1976, 1984), P. d'Iribarne (1988, 1989).

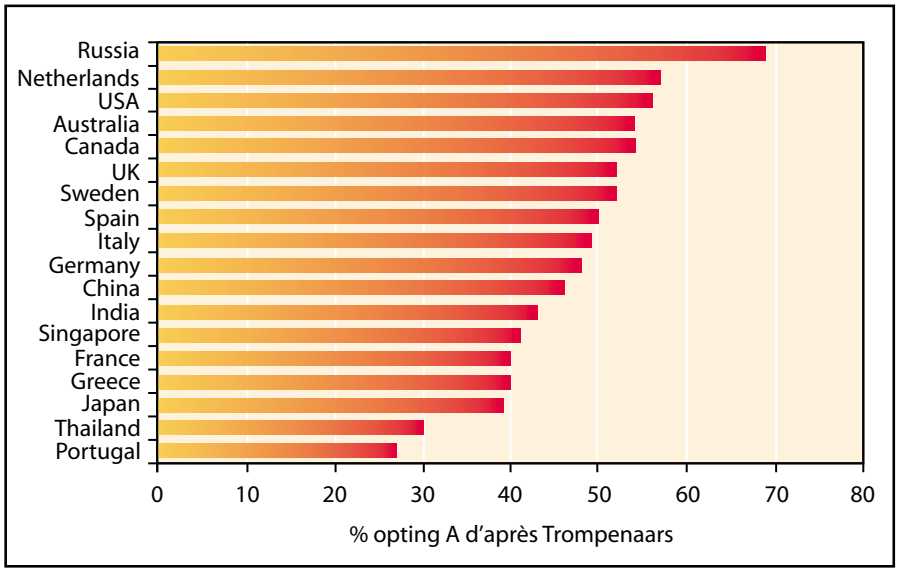
[3] Nos remarques ne valent que dans le champ des pratiques managériales et ne sauraient être étendues aux relations internationales entre pays ou aux relations diplomatiques.

L'appartenance à un groupe, à une communauté, diverge beaucoup au niveau des pays européens. Ainsi à la question de la nature d'une entreprise[4], les réponses font apparaître un groupe, composé des Pays-Bas, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et des pays scandinaves, qui avantage la proposition A, et un groupe composé des pays méditerranéens, et plus particulièrement la France et la Grèce qui se retrouvent avec le Japon et la Chine pour préférer la proposition B. Les résultats de cette enquête sont reproduits dans la figure 1. Deux groupes culturels semblent donc se distinguer, ils correspondent assez largement avec la distinction anglo-saxon/latin. La répartition catholiques-protestants reprend aussi cette séparation nationale. Toutefois, si cela vaut pour l'Europe, d'autres lectures doivent être faites en ce qui concerne l'Asie.

Pour Hampden-Turner et Trompenaars, la distinction universalisme-particularisme permet de comprendre les comportements des agents face à ces situations. L'importance des relations sociales joue un rôle primordial dans les affaires en France, mais aussi au Japon ou en Chine alors que dans les pays anglo-saxons, la règle l'emporte sur les relations. Dans un cas, en France par exemple, il existe plusieurs visions à la réalité, dans l'autre (le monde anglo-saxon), la "vérité" est unique. Une telle remarque se trouve amplement confirmée dans la pratique judiciaire des différents pays.

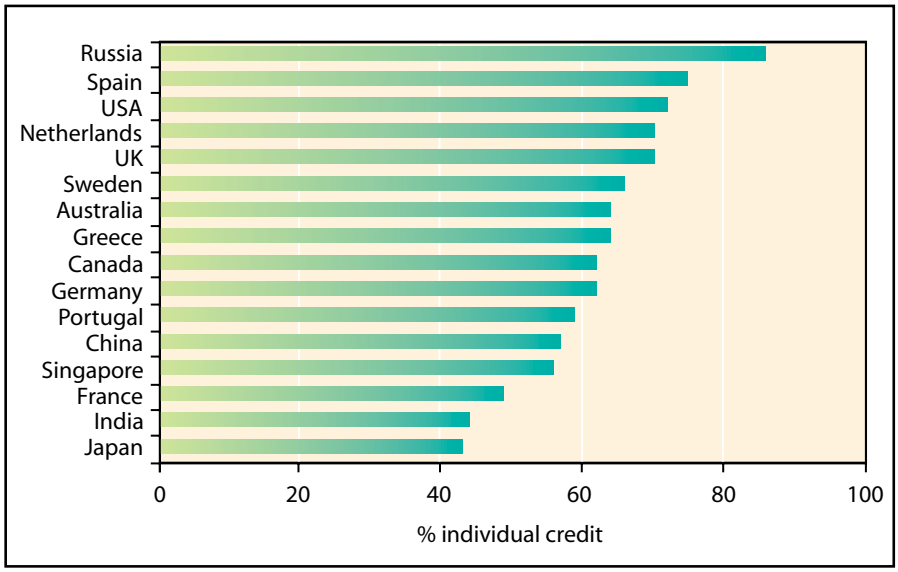
Nous retrouverons des résultats assez proches dans l'importance que l'individu prend dans l'entreprise par rapport au groupe. Certaines cultures valorisent l'action individuelle, d'autres au contraire mettent l'accent sur les relations d'équipe et l'importance du groupe ou de la communauté.[5] Dans une société individualiste, le langage est beaucoup moins codé que dans un univers communautariste. Ainsi Anglais et Américains s'appellent très rapidement par leur prénom, à l'inverse, dans une société communautariste, le titre, la fonction et le statut sont respectés. De ce seul point de vue, les sociétés latines de l'Europe sont plus proches des sociétés asiatiques que des sociétés anglo-saxonnes. Ces idées sont validées à travers le test relatif à la représentation que les individus se font du travail[6], et reproduit dans la figure 2.

Figure 1. Qu'est-ce qu'une entreprise normale ?*



** pourcentage de personnes choisissant la réponse A (cf. note de bas de page).*

Figure 2. Récompenses dans le travail : sont-elles individualisées ?



[4] À la question "WHICH KIND OF COMPANY IS NORMAL?" Hampten-Turner et Trompenaars proposent 2 réponses :

***A:** One way to see a company as a system designed to perform functions and tasks in an efficient way. People are to perform these functions with the help of machines and other equipment. They are paid for the tasks they perform.*
***B:** A second way is to see as a group of people working together. They have social relations with other people and with the organization. The functioning is dependent on these relations.*
C'est à dessein que nous laissons le texte original, car c'est bien celui-là qui a été proposé à l'ensemble des interlocuteurs quelle que soit sa nationalité, ce qui, de notre point de vue biaise la réponse.

[5] Remarquons ici qu'il s'agit bien de relations dans le travail et que des comportements différents peuvent être observés dans la vie privée.

[6] Which kind of job is found more frequently in your organization?
***A:** Everybody works together and you don't get individual credit,*
***B:** Everybody is allowed to work individually and individual credit can be received.*
(d'après Hampden-Turner et Trompenaars, op.cit.)

… suite en page 12

Des conclusions très proches peuvent être obtenues à partir des travaux d'André Laurent sur la représentation que se font les salariés du rôle des managers. Sont-ils perçus comme des facilitateurs ou des experts ? Les réponses diffèrent selon la culture et la nationalité des personnes interrogées. Ceci est confirmé par la figure 3 ci-dessous, où les pourcentages mesurent les réponses favorables au manager comme expert.

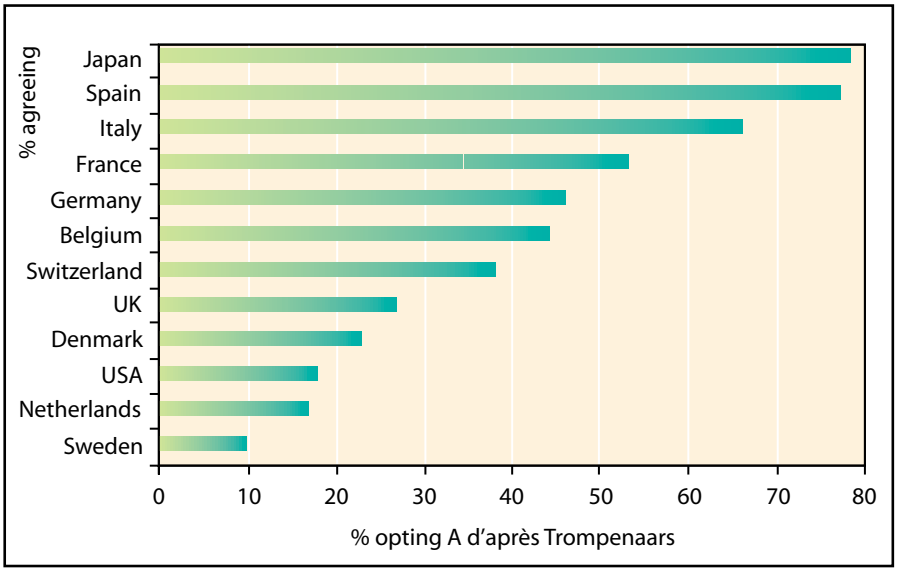
Si nous nous appuyons sur les concepts mis en place par Geert Hofstede, nos conclusions s'en trouvent renforcées. Pour G. Hofstede, les notions de distance au pouvoir et d'individualisme constituent un outil pertinent de différence culturelle. La distance au pouvoir résume les notions de pouvoir social, leur inégalité et interdépendance mais aussi les relations professionnelles et leurs habitus. Hofstede en donne la définition suivante :

" The relationship between a boss B and a subordinate S in a hierarchy, including its values component, is better understood if we introduce the concept of power distance. Power distance is a measure of the interpersonal power or influence between B and S as perceived by the less powerful of the two."[7]

L'individualisme est marqué par la capacité à agir individuellement dans une société, un groupe, une collectivité ou une entreprise.

"Individualism pertains to societies in which the ties between individuals are loose: everyone is expected to look after himself or herself and his or her immediate family. Collectivism as its opposite pertains to societies in which people from birth onwards are integrated into strong, cohesive ingroups, which throughout people's lifetime continue to protect them in exchange for unquestioning loyalty"[8].

Figure 3. Le manager est-il un expert ?



Une mise en perspective de la distance au pouvoir et de l'individualisme donne lieu à une répartition des pays assez semblables à celle que nous avons proposée plus haut. Dans la figure 4, plusieurs groupes sont dénombrés :

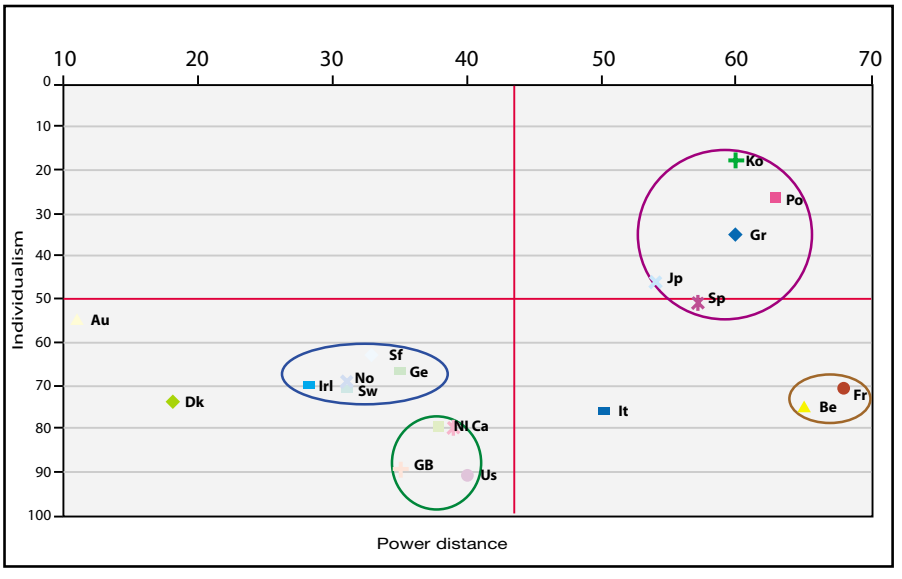
- un premier groupe où l'individualisme est fort et la distance au pouvoir faible (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada et Pays-Bas) ;

- un second où l'individualisme et la distance au pouvoir sont moins forts et qui regroupe les pays scandinaves et l'Allemagne ;

- la France se situe dans un troisième groupe (distance au pouvoir et individualisme fort),

- les pays asiatiques constituent un quatrième groupe avec certains pays latins (Espagne et Grèce). Ce groupe est caractérisé par une distance au pouvoir forte et un individualisme moyen.

Figure 4. Distance au pouvoir et individualisme



[7] *"Les relations entre un dirigeant D et un subordonné S dans une hiérarchie, y compris la structure des valeurs, est mieux comprise si nous introduisons la notion de distance au pouvoir. La distance au pouvoir est une mesure du pouvoir interpersonnel ou de l'influence entre D et S telle que perçue par le moins influent de S ou D." (traduction libre)*

[8] *"L'individualisme se rapporte à des sociétés dans lesquelles les liens entre les individus sont lâches. On attend de chacun qu'il s'occupe de lui-même ou de son entourage immédiat. Le collectivisme au contraire relève de sociétés dans lesquelles les individus sont désormais intégrés dès la naissance dans des groupes fort et cohésifs, groupes qui les protègent tout au long de leur vie en échange d'une indéfectible loyauté." (traduction libre)*

Le croisement de la distance au pouvoir et de l'aversion à l'incertitude (uncertainty avoidance) confirme cette partition, même s'il s'agit plus d'une bipolarisation (cf. figure 5). Là encore, le groupe anglo-saxon se distingue par un individualisme fort et une aversion pour l'incertain faible, à l'opposé du groupe asiatique et latin.

Pour l'ensemble des auteurs cités, les identités culturelles s'articulent autour de l'individualisme, le contexte et le statut, et le rapport au futur (à l'incertitude). Au vu de ces éléments, rien ne permet de distinguer une identité européenne. Tout au contraire, les dispersions restent constantes au fil de notre investigation.

Nous pouvons poursuivre avec un autre aspect de différenciation culturelle mise en place par G. Hofstede, la dimension : masculinité/féminité. Selon l'auteur, ce concept ne retrace pas une simple différence sexuelle, mais des comportements distincts. Au caractère masculin seraient associées la compétition et l'affirmation de soi, à celui de féminité, l'assertivité, le consensus et l'harmonie. Les sociétés masculines sont plus centrées sur la reconnaissance et la richesse, le héros en étant l'archétype. Les sociétés féminines donnent moins d'importance à la différence sexuelle, au pouvoir et à la propriété. Si nous croisons l'indice de masculinité avec l'indice de distance au pouvoir (figure 6), les répartitions se modifient légèrement. En effet le "groupe scandinave" montre une masculinité plus faible que le groupe "anglo-saxon". Toutefois, une certaine cohésion reste présente dans le groupe "asiatique-latin".

Le croisement de l'indice de masculinité et de l'aversion pour l'incertitude ne modifie pas fondamentalement nos conclusions (cf. figure 7), les groupes restent lisibles exception faite du Japon qui se démarque très nettement par son indice de masculinité important (95).

Figure 5. Distance au pouvoir et aversion à l'incertitude

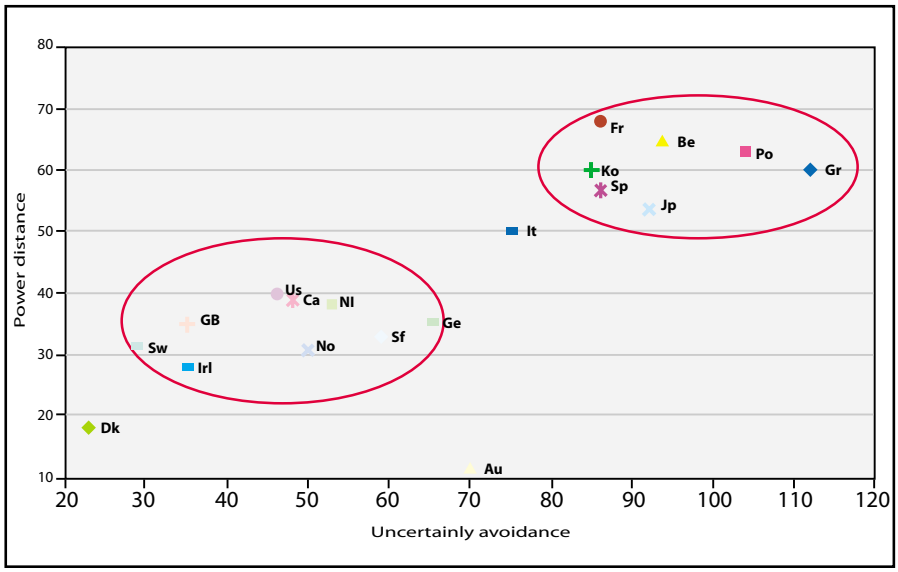


Figure 6. Distance au pouvoir et masculinité

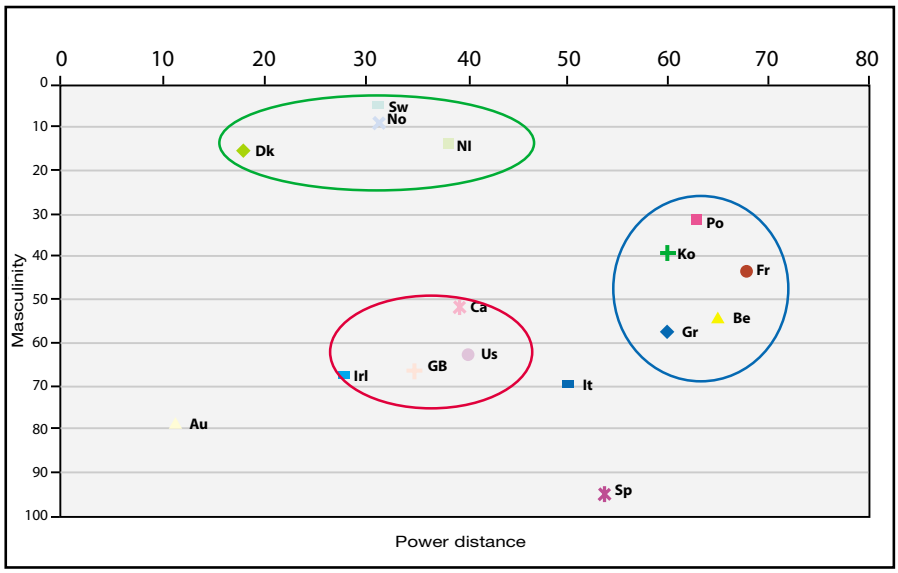
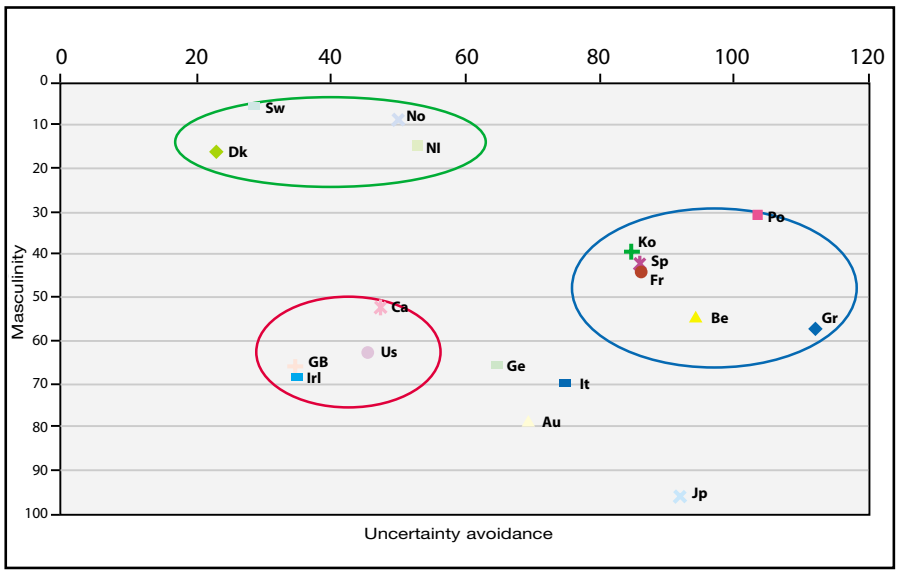


Figure 7. Masculinité et aversion à l'incertitude



… suite en page 14

- 3 -

Une Europe culturellement bi-polaire ?

Les différents résultats ci-dessus présentés font apparaître une grande diversité des cultures d'entreprise dans les pays européens. Les études des différents auteurs permettent de retrouver une cohérence dans les résultats. Trois groupes ont été précédemment définis :
- le groupe scandinave (Suède, Norvège, Danemark),
- le groupe anglo-saxon (UK, USA, Irlande, Pays-Bas, Allemagne),
- le groupe Asie - Latin (France, Grèce, Espagne, Italie, Japon, Corée).

Existe-t-il de réelles différences culturelles entre ces trois groupes ? Afin de repérer les analogies entre les différents indices proposés par G. Hofstede, nous avons reproduit graphiquement l'évolution de ces indices selon les pays. Les indices sont calculés en fonction des écarts à la moyenne. L'Allemagne apparaît dans les deux graphiques à dessein car la morphologie de ses indices ne la situe pas clairement dans un groupe. Les résultats sont reproduits dans les figures 8 et 9.

Au vu de la figure 8, le groupe scandinave est de loin, le plus homogène sur l'ensemble des indices, cela peut s'expliquer par des causes naturelles et géographiques, religieuses et économiques. La taille de ces pays, leur situation géographique et leur histoire commune ont créé des liens ancestraux qui ont formaté, pour reprendre l'expression de G. Hofstede, les pratiques culturelles. Les Pays-Bas s'apparentent plus à ce groupe qu'au groupe anglo-saxon, cela à cause d'un indice de masculinité très faible. Ici encore, une analyse plus précise du contexte historique et religieux permettrait d'apporter des éclaircissements intéressants. Quant au groupe anglo-saxon même, il fait preuve de moins d'homogénéité même si des constantes se font jour : aversion pour le risque faible, individualisme et masculinité forts. Enfin, le groupe "Asie-Latin" (cf. fig. 9) quoique le moins homogène des trois, se distingue par une aversion pour le risque supérieure à la moyenne, un indice d'individualisme faible et une masculinité forte. L'Italie et la France se détachent du groupe par un individualisme plutôt "scandinave".

Figure 8. Groupe "Scandinavie - Anglo-Saxon"

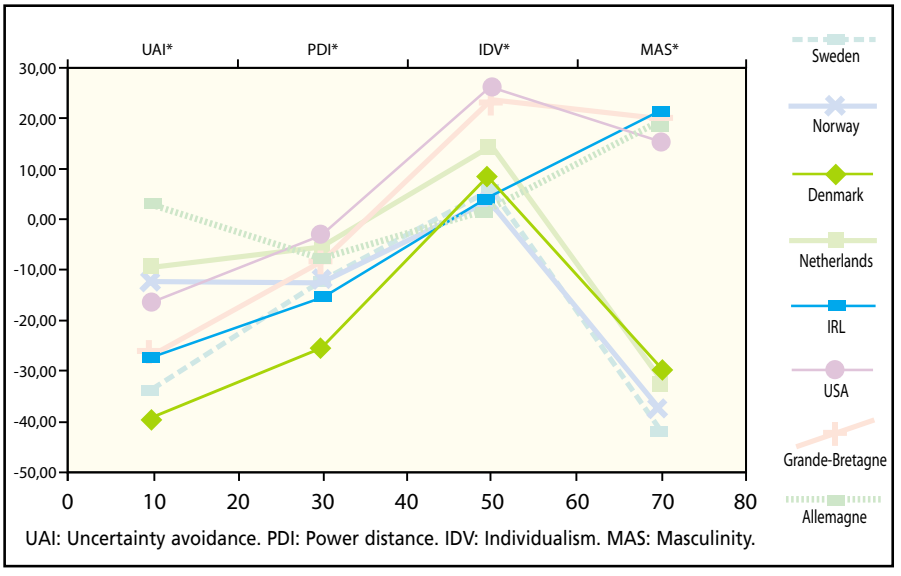
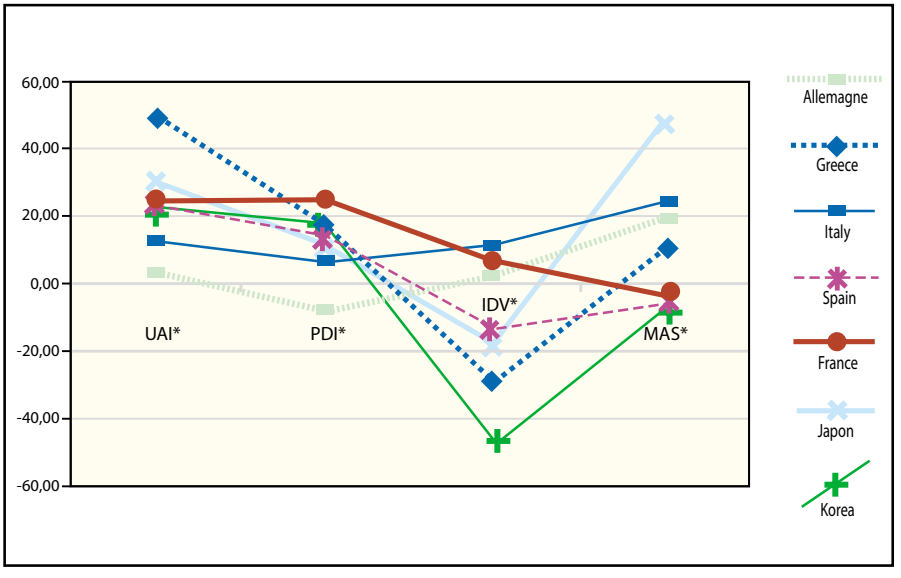


Figure 9. Groupe "Asie - Latin"



Le groupe "anglo-saxon" porte-t-il bien son nom ? Les Saxons ont-ils des comportements similaires aux Britanniques ? Rien ne permet de conclure en ce sens. Les figures 8 et 9 montrent que les Allemands s'apparentent aux Scandinaves à l'exception de l'aversion pour le risque qui est supérieure à la moyenne. La figure 9 ne nous permet pas d'assimiler les Allemands aux Latins, la distance au pouvoir et l'individualisme étant plus faibles que celles du groupe. Cette particularité d'un comportement allemand se distinguant des autres cultures européennes est d'ailleurs notée par Hall et Hall (1990, p. 69).

L'Europe, même si nous ne la restreignons pas à l'Union européenne, fait ainsi apparaître au niveau culturel des différences importantes. Le groupe anglo-saxon ne diverge pas sensiblement des États-Unis (cf. figure 8).

On comprend dès lors les raisons qui lient ces pays dans les affaires internationales, la communauté linguistique renforçant l'unité de ce groupe. D'un autre coté, le groupe latin montre des comportements plus proches de certains pays asiatiques (Japon, Corée) que des pays anglo-saxons. Cette similitude est bien évidemment trompeuse, et c'est là toute la limite des approches multiculturelles. En effet, la spécificité des cultures asiatiques ne saurait d'une quelconque manière être gommée et ignorée. Une issue possible réside dans la prise en compte de la dichotomie "long terme/court terme". À cet égard, G. Hofstede et M. Bond (1988) soulignent les biais culturels inhérents à des questionnaires identiques selon les cultures. Ils ont réalisé des questionnaires spécifiques destinés aux managers asiatiques qui mettent en évidence une "cinquième dimension" : "le dynamisme confucianiste" (confucian dynamism). Ce dynamisme permettrait d'expliquer la croissance économique rapide des pays asiatiques. Cette nouvelle dimension permet de dégager :

- une vision de long-terme basée sur la persévérance, la hiérarchie des relations selon le statut, l'épargne, la pudeur ;

- une vision de court-terme centrée sur la stabilité personnelle, la réciprocité, la préservation des apparences.

Les auteurs calculent un indice de "long term orientation" pour 22 pays. Cet indice classe par ordre : la Chine, Hong-Kong, Taiwan, le Japon, la Corée. Les pays occidentaux arrivent en fin de classement. La différence entre les pays européens et asiatiques serait ainsi à trouver dans cette dimension dont les principes de base sont énoncés par la philosophie confucéenne :

- la stabilité de la société réside dans des relations inégalitaires entre les individus,

- la famille est le prototype de toute organisation (ceci est confirmé par l'indice d'individualisme faible),

- le comportement vertueux envers autrui consiste à ne pas traiter les autres comme nous n'aimerions pas être traités nous-mêmes,

- la vertu consiste à acquérir des compétences, travailler durement, être patient et persévérant, ne pas dépenser plus que nécessaire.

Ainsi la diversité culturelle, les subtilités du contexte et du langage viennent contredire les conclusions relatives à l'existence d'une homogénéité de comportements culturels entre l'Asie et l'Europe méditerranéenne. L'approche long terme – court terme brise cette illusion. Il n'est plus adéquat d'associer le monde latin et le monde asiatique. En revanche, la distinction long terme-court terme ne modifie pas les différences entre le monde anglo-saxon et le monde latin.

CONCLUSION

A l'aune des outils du management, nous avons tenté de regrouper les pays par identités culturelles. Il apparaît une forte diversité entre certains pays européens et une similitude entre les pays latins de l'Europe et certains pays asiatiques. Concernant la diversité, nous pouvons comprendre les difficultés qu'ont certaines entreprises de taille moyenne à profiter de l'élargissement européen. Certes, l'Union européenne représente un marché immense offrant des potentialités étendues, mais nous ne saurions l'assimiler à un marché où l'environnement est homogène (culture, loi, fiscalité…) comme les États-Unis. De ce point de vue, l'Europe n'est encore qu'un espace monétaire commun qui doit encore créer son identité culturelle.

Références bibliographiques

Hall Edward T. (1971), *La dimension cachée, Seuil.*

Hall Edward T. (1976), *Au delà de la culture, Seuil.*

Hall Edward T. (1984), *Le langage silencieux, Seuil.*

Hall E.T., Hall M.R. (1990), *Guide du comportement dans les affaires internationales, Seuil.*

Hampden-Turner Charles, Trampenaars Fons (2000), *Building Cross-Cultural Competence, Wiley.*

Hofstede Geert, Bond Michael H. (1988), *The Confucius Connection: from Cultural Roots to Economic Growth, Organizational Dynamics.*

Hofstede Geert (1983), *Cultures and Organization: Software of the Mind, Harper Collins.*

Hofstede Geert (2001), *Cultural Consequences, Sage.*

d'Iribarne Philippe (1988), *Cultures et mondialisation, Seuil.*

d'Iribarne Philippe (1989), *La logique de l'honneur, Seuil.*

Kroeber A.L., Kluckhohn, C. (1952), *"Culture: a critical review of concepts and definitions", Harvard University Press, Vol. 47, No.1.*

Laurent André (1983), *"The cultural diversity of Western conception of management", International Studies of Management and Organization, Vol.13.*

Ueda Keiko (1974), *"Sixteen ways to avoid saying "No" in Japan", in J. C. Condon and M. Saito (eds.), Intercultural Encounters with Japan.*

LES PRINCIPAUX CONTACTS

CONTACTS

Équipes de recherche

MÉDEE, Faculté des sciences économiques et sociales ;
tél. : 03 20 33 63 44 ; email : medee@univ-lille1.fr
LGH, UFR de géographie ;
tél. : 03 20 43 46 43 ; email : colette.heloir@univ-lille1.fr
CADRE, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales ; email : schor@hp-sc.univ-lille2.fr
IRIED, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales ; tél : 03 20 05 74 87 ; fax : 03 20 05 74 03

Formations doctorales

DEA Espace Européen, Économique et Social ;
tél. : 03 20 43 67 52 ;
email : annarita.palmucci@univ-lille1.fr

DEA de Géographie humaine ;
tél. : 03 20 43 43 43 ;

DEA Droit International, Économique et Communautaire;
email : fmenu@mailsc-lille2.fr

DEA Défense Nationale et Sécurité Européenne ;
email : fmenu@mailsc-lille2.fr

Centres de Documentation

Centre de Documentation de la Faculté des sciences économiques et sociales ; tél. 03 20 43 46 91 ;
email : sandrine.maes@univ-lille1.fr
Centre de Documentation et de Recherches Européennes de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales ; tél. 03 20 90 74 92

LES MANIFESTATIONS DU PÔLE

Première Conférence Internationale du MEDEE sur le thème :

L'élargissement de l'UE : enjeux, effets et perspectives

organisée par l'Université de Lille 1 avec la collaboration de l'Université Corvinus de Budapest

à Lille, les 9 et 10 décembre 2004.

L'appel à communications est disponible sur le site du MEDEE : www.univ-lille1.fr/medee

Contacts :
Hadjila Krifa-Schneider
Coordinatrice
Tél. : 03 20 43 66 28
h.krifa@ifresi.univ-lille1.fr

Secrétariat du MÉDEE
Christine Corbière
Tél. : 03 20 33 63 44
medee@univ-lille1.fr

Pôle Jean Monnet
Faculté des sciences économiques et sociales
USTL
Bâtiment SH2
59655 Villeneuve d'Ascq Cedex
Téléphone : 03 20 33 63 44
Télécopie : 03 20 43 67 67
Messagerie : philippe.rollet@univ-lille1.fr

RETROUVEZ-NOUS
SUR LE WEB !

http://www.univ-lille1.fr/sceco

TAPAGE